

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste :

QUE soit approuvée l'entente entre la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret ;

QUE la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport soit autorisée à verser une subvention maximale de 1 474 491 \$ pour les exercices financiers 2012-2013 à 2014-2015, sous réserve de l'allocation en sa faveur, conformément à la loi, des crédits appropriés pour l'exercice financier 2014-2015.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

59222

Gouvernement du Québec

Décret 209-2013, 20 mars 2013

CONCERNANT le renouvellement du mandat d'une membre de la Commission des partenaires du marché du travail

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001), la Commission des partenaires du marché du travail est composée de membres dont certains sont nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 21 de cette loi, la Commission est composée notamment de six membres représentant les entreprises, choisis après recommandation des associations d'employeurs les plus représentatives;

ATTENDU QU'en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 23 de cette loi, le mandat des membres de la Commission nommés par le gouvernement est d'au plus trois ans et, à l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de cette loi, les membres de la Commission nommés par le gouvernement ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et

dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 11-2010 du 13 janvier 2010, madame Françoise Bertrand était nommée de nouveau membre de la Commission des partenaires du marché du travail, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE les recommandations requises par la loi ont été obtenues;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE madame Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de La Fédération des chambres de commerce de la province de Québec, soit nommée de nouveau membre de la Commission des partenaires du marché du travail, à titre de personne représentant les entreprises, pour un mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE madame Françoise Bertrand soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

59223

Gouvernement du Québec

Décret 211-2013, 20 mars 2013

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 3 000 000 \$ au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies pour le financement de stages de recherche.

ATTENDU QUE le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies est régi par la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 7 de cette loi, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et peut notamment apporter, aux conditions qu'il détermine dans le

cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies est le principal acteur dont s'est doté le Québec pour appuyer le développement de la recherche en sciences naturelles et génie, favoriser la formation du personnel hautement qualifié et accélérer la diffusion des connaissances;

ATTENDU QUE la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013 a appuyé des stages de recherche par le biais de crédits alloués au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies, en vertu d'une entente avec l'organisme mandaté par le gouvernement fédéral, Mathematics of Information Technology and Complex System (MITACS);

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a effectué de nouveaux investissements dans le programme de stages de recherche;

ATTENDU QU'il y a lieu d'octroyer au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies un montant maximal de 3 000 000 \$ pour cofinancer la réalisation des stages de recherche additionnels;

ATTENDU QUE, en vertu du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention, dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 \$, doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie :

QUE le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie soit autorisé à octroyer au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies un montant maximal de 3 000 000 \$ pour le financement de stages de recherche

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

59224

Gouvernement du Québec

Décret 212-2013, 20 mars 2013

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 25 743 700 \$ à Génome Québec pour son fonctionnement en 2013-2014 et pour le financement des projets retenus au concours de Génome Canada en santé personnalisée

ATTENDU QUE Génome Québec, corporation à but non lucratif, a été dûment constituée, le 29 juin 2000, en vertu de la partie 2 de la Loi sur les corporations canadiennes (S.R.C. (1970) c. C-32);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01), le ministre peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et peut notamment apporter, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE la subvention accordée par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, en vertu du décret n° 318-2011 du 30 mars 2011, pour assurer le fonctionnement de l'organisme et de ses plateformes technologiques, pour soutenir l'investissement dans des projets de recherche en génomique et en favoriser le transfert par des activités de mobilisation prendra fin au terme de l'exercice financier 2012-2013;

ATTENDU QUE huit projets dirigés par des chercheurs du Québec et quatre projets en collaboration interprovinciale ont été retenus au concours de Génome Canada en santé personnalisée et que ces projets requièrent 27 571 700 \$;

ATTENDU QUE Génome Québec dispose d'une somme résiduelle de 8 472 000 \$ découlant de la subvention accordée par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation en vertu du décret n° 318-2011 du 30 mars 2011;

ATTENDU QU'il y a lieu de verser à Génome Québec une subvention d'un montant maximal de 25 743 700 \$ pour son fonctionnement et pour l'exploitation de ses plateformes technologiques 2013-2014 ainsi que pour le cofinancement des projets de recherche et d'activités de mobilisation en génomique;